

SENATO DELLA REPUBBLICA

———— XVIII LEGISLATURA ————

Doc. XX
n. 24

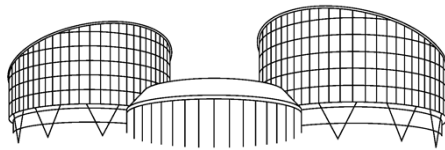
SENTENZA **DELLA CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO**

5 DICEMBRE 2019

RIZZOTTO, RICORSO N. 20983/12

(Articolo 5, comma 3, lettera a-bis), della legge 23 agosto 1988, n. 400)

—————
Comunicata alla Presidenza il 26 febbraio 2020
—————



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIÈRE SECTION

AFFAIRE RIZZOTTO c. ITALIE (N° 2)

(Requête n° 20983/12)

ARRÊT

STRASBOURG

5 septembre 2019

DÉFINITIF

05/12/2019

Cet arrêt est devenu définitif en vertu de l'article 44 § 2 de la Convention. Il peut subir des retouches de forme.

En l'affaire Rizzotto c. Italie (N° 2),

La Cour européenne des droits de l'homme (première section), siégeant en une Chambre composée de :

Ksenija Turković, *présidente*,

Aleš Pejchal,

Armen Harutyunyan,

Pere Pastor Vilanova,

Tim Eicke,

Gilberto Felici,

Raffaele Sabato, *juges*,

et de Abel Campos, *greffier de section*,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 2 juillet 2019,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette date :

PROCÉDURE

1. À l'origine de l'affaire se trouve une requête (n° 20983/12) dirigée contre la République italienne et dont un ressortissant de cet État, M. Salvatore Stefano Rizzotto (« le requérant »), a saisi la Cour le 4 avril 2012 en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« la Convention »).

2. Le requérant a été représenté par M^e E.P. Reale, avocat à Syracuse. Le gouvernement italien (« le Gouvernement ») a été représenté par son ancien agent, M^{me} E. Spatafora, et par son coagent M^{me} M.G. Civinini.

3. Le requérant se plaint en particulier d'un défaut de contrôle effectif de la légalité de sa privation de liberté et d'un non-respect des garanties de procédure inhérentes à l'article 5 § 4 de la Convention.

4. Le 23 mai 2017, la requête a été communiquée au Gouvernement.

EN FAIT**I. LES CIRCONSTANCES DE L'ESPÈCE**

5. Le requérant est né en 1972 et réside à Floridaia.

6. Par une ordonnance du 16 septembre 2010, le juge des investigations préliminaires de Palerme décida de le placer en détention provisoire au motif qu'il était impliqué dans une procédure pénale pour trafic de stupéfiants.

7. Le requérant étant introuvable, les autorités le déclarèrent en fuite (*latitante*) et lui désignèrent un avocat d'office. Le 13 octobre 2010, ce

dernier saisit la chambre du tribunal de Palerme chargée de réexaminer les mesures de précaution (« la chambre spécialisée ») d'un recours (*richiesta di riesame*) contre l'ordonnance de placement en détention provisoire sur le fondement de l'article 309 du code de procédure pénale (CPP) (paragraphe 20 ci-dessous).

8. Le 22 octobre 2010, la chambre spécialisée rejeta le recours au motif que les indices de culpabilité qui pesaient sur le requérant, ainsi que sa conduite et sa personnalité, justifiaient la mesure de la détention.

9. Le 6 décembre 2010, le requérant fut arrêté à Malte. Il désigna un avocat de son choix, lequel introduisit le 14 décembre 2010, devant la chambre spécialisée de Palerme, un recours (*richiesta di riesame*) contre l'ordonnance de placement en détention.

10. Le 20 décembre 2010, le requérant fut extradé en Italie et placé en détention dans la prison Regina Coeli de Rome.

11. Le 21 décembre 2010, l'avocat du requérant reçut une copie de l'ordonnance du 16 septembre 2010 ainsi que l'avis de la date du premier interrogatoire (*interrogatorio di garanzia*) du requérant, fixée au 23 décembre 2010.

12. Le jour venu, le requérant fut interrogé par le juge des investigations préliminaires de Rome, juge compétent au regard du lieu de détention, en présence d'un remplaçant de son avocat.

13. Le 3 janvier 2011, une audience se tint devant la chambre spécialisée du tribunal de Palerme. Le requérant, qui était toujours détenu à Rome, n'y assista pas et fut représenté par son avocat. Par une décision du même jour, la chambre spécialisée déclara le recours du requérant irrecevable au motif que l'intéressé avait déjà fait usage de son droit d'appel à l'occasion du recours que son avocat commis d'office avait intenté à l'époque où il était introuvable.

14. Le requérant forma un pourvoi en cassation, dans lequel il se plaignait, entre autres, d'une violation de l'article 5 § 4 de la Convention. Il affirmait n'avoir eu connaissance de la procédure qui avait été diligentée à son encontre que le jour de son arrestation à l'étranger, où il résidait, et n'avoir appris qu'il avait été représenté par un avocat d'office qu'à l'occasion de la publication de la décision d'irrecevabilité du recours qu'il avait intenté contre l'ordonnance d'application de la mesure de détention. Il soutenait que la chambre spécialisée aurait dû prendre en compte ces circonstances avant de décider de déclarer irrecevable son recours.

15. Par un arrêt du 11 octobre 2011, la Cour de cassation le débouta de son pourvoi. Se référant à sa jurisprudence en la matière, elle rappela le principe de l'unicité du droit d'interjeter appel (*unicità del diritto all'impugnazione*), selon lequel l'appel formé dans l'intérêt d'un accusé en fuite par le défenseur de son choix ou par l'avocat lui ayant été commis d'office fait obstacle à la possibilité pour l'intéressé d'introduire personnellement un nouvel appel ou de demander la réouverture du délai

d'appel. Selon la Cour de cassation, ce principe, établi par ses sections réunies dans l'arrêt n° 6026 de 2008, relatif aux arrêts de condamnation par contumace, était d'autant plus applicable aux procédures concernant des mesures de précaution, dont la révocation pouvait être demandée par l'inculpé à tout moment et sans limitation. De ce fait, selon elle, l'impossibilité pour l'accusé introuvable de réitérer une demande de réexamen ou d'obtenir la réouverture du délai n'engendrait pas d'entrave aux droits de la défense.

16. Entre-temps, le 1^{er} février 2011, le requérant avait déposé devant le juge des investigations préliminaires de Palerme une demande de révocation de la mesure de détention et, subsidiairement, de remplacement de cette dernière par une mesure moins contraignante, au sens de l'article 299 du CPP. Dans son mémoire, il précisait qu'il avait été privé de la possibilité de faire valoir ses arguments lors du recours qu'il avait introduit sur le fondement de l'article 309 du CPP et que sa demande visait donc, notamment, le réexamen de la gravité des indices de culpabilité qui avaient justifié la mesure prononcée à son encontre.

17. Par une décision du 9 février 2011, le juge des investigations préliminaires rejeta la demande de révocation. Pour ce faire, il releva que les arguments du requérant concernaient essentiellement les circonstances qui avaient justifié l'adoption de la mesure de précaution, lesquelles avaient déjà largement été examinées par la chambre spécialisée du tribunal le 22 octobre 2010, et n'évoquaient pas de faits nouveaux. Le juge estima par ailleurs que la gravité de la conduite du requérant, compte tenu notamment de la quantité de stupéfiants qu'il avait cédée, justifiait la mesure de détention prononcée à son encontre.

18. Le requérant n'interjeta pas appel de cette décision.

19. Par un jugement du 14 septembre 2011, le tribunal de Palerme le condamna à une peine d'emprisonnement de deux ans et huit mois et à une amende de 12 000 euros (EUR). Le 20 juillet 2012, l'intéressé fut remis en liberté après avoir fini de purger sa peine.

II. LE DROIT ET LA PRATIQUE INTERNES PERTINENTS

A. Les voies de recours contre une mesure de précaution

20. En vertu de l'article 309 du CPP, la décision ordonnant un placement en détention comme mesure de précaution peut faire l'objet d'une demande de réexamen (*richiesta di riesame*) devant la chambre du tribunal compétent chargée de réexaminer les mesures de précaution. La demande doit être introduite dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision ou de la mise à exécution de la mesure. Pour l'accusé en fuite (*latitante*), le délai court à partir de la notification de la décision à son défenseur ou, s'il prouve qu'il n'a pas eu connaissance de la décision, de

l'exécution de la mesure (§ 2). En application de l'article 127 du CPP, l'audience devant la chambre spécialisée se déroule en chambre du conseil. La disposition en cause prévoit que s'il est détenu dans un lieu différent de celui qui fonde la compétence de la chambre spécialisée, l'accusé doit, s'il le demande, être entendu avant l'audience par le juge de l'application des peines du lieu de détention.

L'intéressé peut former un pourvoi en cassation à l'encontre d'une décision défavorable de la chambre spécialisée du tribunal (article 311 du CPP).

21. Par la suite, il peut à tout moment former une demande de révocation (*richiesta di revoca*) de la mesure de précaution en vertu de l'article 299 du CPP. La demande de révocation est adressée au juge qui mène alors la procédure. La décision doit intervenir dans un délai de dix jours à compter de la demande, après audition du parquet. Selon l'alinéa 3 *ter* de l'article 299, le juge peut décider d'interroger l'accusé. Si la demande de révocation de la mesure est fondée sur des faits nouveaux, le juge est tenu d'interroger l'accusé lorsque ce dernier le demande.

22. L'intéressé peut ensuite interjeter appel contre une décision négative du juge, sur le fondement de l'article 310 CPP. La décision rendue par le tribunal en appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

23. Aucun contrôle automatique et/ou périodique des conditions justifiant le maintien en détention provisoire n'est prévu par la loi italienne ; si elle le souhaite, la personne privée de liberté peut solliciter le réexamen desdites conditions et la révocation de la mesure.

B. Le recours en relevé de forclusion

24. L'article 175 § 1 du CPP est ainsi rédigé :

« Le procureur, les parties à la procédure et les avocats peuvent obtenir la réouverture d'un délai péremptoire s'ils prouvent qu'en raison de la survenance d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure ils se sont trouvés dans l'impossibilité de le respecter. La demande de réouverture du délai doit être introduite, sous peine d'irrecevabilité, dans les dix jours qui suivent la date à laquelle le cas fortuit ou celui de force majeure a cessé. »

25. L'article 175 § 2 du CPP prévoit la possibilité d'introduire une demande en relevé de forclusion dans les cas où une procédure pénale s'est déroulée par contumace. Il se lit ainsi :

« En cas de condamnation par contumace (...), le délai pour attaquer le jugement est rouvert à la demande de l'accusé, sauf si ce dernier a eu une connaissance effective de la procédure [diligentée à son encontre] ou du jugement [*provvedimento*] et a volontairement renoncé à comparaître ou à attaquer le jugement. Les autorités judiciaires accomplissent toute vérification nécessaire à cet égard. »

C. L'arrêt n° 6026 de 2008 des sections réunies de la Cour de cassation

26. Dans l'arrêt n° 6026 du 13 janvier 2008 (arrêt *Huzuneanu*), les sections réunies de la Cour de cassation précisèrent qu'un condamné par contumace perdait son droit à la réouverture du délai d'appel dans l'hypothèse où le défenseur de son choix ou l'avocat lui ayant été commis d'office auraient, de manière autonome, voire à son insu, attaqué la décision litigieuse et où la juridiction interne compétente aurait statué sur leur recours. Les sections réunies invoquèrent les principes de l'unicité du droit d'attaquer un jugement et du *ne bis in idem*. Elles soulignèrent également que la possibilité d'un double appel (l'un interjeté par le défenseur, l'autre par l'accusé) se heurtait à l'exigence du respect du « délai raisonnable » dans les cas où le condamné par contumace non informé du procès aurait été représenté par un avocat ; pour les sections réunies, l'utilisation par ce dernier des recours existants pour attaquer la décision de condamnation emportait impossibilité pour le condamné d'user de ces recours après la découverte de sa condamnation.

D. L'arrêt n° 317 de 2009 de la Cour constitutionnelle italienne

27. Dans son arrêt n° 317 du 4 décembre 2009, la Cour constitutionnelle a déclaré inconstitutionnel l'article 175 § 2 du CPP dans la mesure où son interprétation faisait obstacle à un relevé de forclusion au profit du condamné par contumace non informé des poursuites dont le défenseur commis d'office aurait précédemment utilisé les recours disponibles pour attaquer la décision de condamnation. Elle a notamment indiqué dans les motifs de sa décision que les garanties offertes à l'accusé par contumace ne pouvaient être « épuisées » par le comportement d'un avocat commis d'office qui aurait agi de sa propre initiative et sans mandat de la part de l'intéressé.

E. La loi n° 67 du 28 avril 2014

28. La loi n° 67 du 28 avril 2014 contient des dispositions concernant les procédures menées à l'encontre d'inculpés introuvables. L'article 9 de ladite loi a modifié l'article 420*bis* du CPP en permettant au juge de procéder *in absentia* seulement s'il est démontré que l'inculpé a eu connaissance de la procédure à son encontre et s'il a « expressément renoncé à y participer ».

EN DROIT

I. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE 5 § 4 DE LA CONVENTION

29. Le requérant se plaint de ne pas avoir bénéficié d'un contrôle juridictionnel effectif de la légalité de sa détention provisoire et soutient que la procédure présentait plusieurs insuffisances. Il invoque les articles 5 § 3, 5 § 4, 6 §§ 1 et 3 b) et c) et 13 de la Convention.

30. La Cour considère que les griefs du requérant tombent dans le champ d'application du paragraphe 4 de l'article 5, qui garantit à toute personne arrêtée le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue sur la légalité de sa détention. Selon sa jurisprudence, en effet, une procédure concernant la légalité d'une détention provisoire ne porte pas sur le « bien-fondé » d'une « accusation en matière pénale », et l'article 5 § 4 constitue une *lex specialis* en matière de détention par rapport aux exigences plus générales de l'article 13 de la Convention et du volet civil de l'article 6 (*Fodale c. Italie*, n° 70148/01, §§ 27 et 28, CEDH 2006-VII).

31. Il y a donc lieu d'examiner la présente requête exclusivement sous l'angle de l'article 5 § 4, ainsi libellé :

« Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale. »

A. Sur la recevabilité

32. Le Gouvernement observe tout d'abord que le requérant n'a pas interjeté appel contre la décision du 9 février 2011, par laquelle le juge des investigations préliminaires de Palerme avait rejeté la demande de révocation de la mesure de précaution présentée sur le fondement de l'article 299 du CPP. De ce fait, le requérant n'aurait pas épuisé les recours effectifs dont il aurait disposé pour obtenir un contrôle de la régularité de sa détention et son élargissement. À cet égard, le Gouvernement expose que le juge compétent pour ordonner la révocation de la mesure de précaution peut à tout moment considérer que le maintien en détention provisoire n'est pas justifié et ordonner l'élargissement de l'intéressé, même si l'ordonnance de placement en détention n'a pas fait l'objet d'un appel au préalable.

33. Le Gouvernement ajoute que le requérant avait la possibilité d'introduire une demande en relevé de forclusion sur le fondement de l'article 175 § 1 du CPP, qui serait la disposition interne de droit commun en matière de réouverture des délais. Il soutient que cette disposition offrait au requérant la faculté de prouver qu'il ne se serait pas volontairement soustrait à la justice, et donc d'obtenir la réouverture du délai aux fins

d'introduction d'un nouvel appel à l'encontre de la décision de mise en détention provisoire.

34. Le requérant conteste les arguments du Gouvernement et indique que le droit national offre une seule voie de recours permettant de faire examiner la légalité d'une détention provisoire, à savoir la saisine, au titre de l'article 309 du CPP, de la chambre chargée de réexaminer les mesures de précaution. Les juridictions compétentes feraient toutefois du principe de l'« unicité du droit d'appel » une application restrictive qui l'aurait empêché d'avoir une véritable occasion d'exercer cette voie de recours.

35. Quant au recours prévu à l'article 299 du CPP, il ne satisferait pas aux caractéristiques requises par l'article 5 § 4 de la Convention et n'entrerait pas en ligne de compte aux fins de la condition d'épuisement. On pourrait l'introduire uniquement pour faire valoir des faits nouveaux aptes à justifier la révocation d'une mesure privative de liberté. Il permettrait donc de faire « réexaminer la régularité de la détention à des intervalles raisonnables », mais pas d'obtenir un contrôle *ab origine* de la légalité de la détention. En outre, la révocation ne serait pas décidée par un collège de juges mais par un juge unique, qui de surcroît serait le juge ayant ordonné la mesure litigieuse, à savoir le juge des investigations préliminaires.

36. Enfin, le requérant ajoute que l'article 175 § 1 du CPP permet la réouverture d'un délai dont un cas fortuit ou un cas de force majeure aurait empêché le respect. Il indique que son appel contre l'ordonnance d'application de la mesure de précaution a été introduit dans le délai fixé par l'article 309 § 2 du CPP et soutient que cette disposition n'est donc pas pertinente dans son cas.

37. La Cour considère que les arguments du Gouvernement soulèvent en substance des exceptions de non-épuisement des voies de recours internes. Elle estime par ailleurs que, dans les circonstances de la cause, les exceptions sont étroitement liées à la substance des griefs du requérant tirés de l'article 5 § 4 de la Convention et qu'elles doivent donc être jointes au fond. Constatant que la requête ne se heurte par ailleurs à aucun autre motif d'irrecevabilité, la Cour la déclare recevable.

B. Sur le fond

1. Les arguments des parties

38. Le requérant soutient que l'interprétation faite par les juridictions nationales de l'article 309 du CPP l'a empêché de bénéficier d'un contrôle effectif de la légalité de sa détention. Le remède prévu par le système italien, qui d'une manière générale respecterait les conditions requises par l'article 5 § 4 de la Convention, aurait été défaillant dans son cas, comme dans tous ceux où un avocat commis d'office aurait déjà introduit un recours en réexamen à l'insu d'un accusé introuvable.

39. Le requérant expose qu'il n'a jamais eu de contacts avec l'avocat qui lui fut commis d'office, dont il aurait même ignoré l'existence jusqu'au moment du rejet de son propre recours, et il considère qu'il n'a pas pu faire valoir ses propres arguments à l'encontre de la décision privative de liberté.

40. Il plaide que les juridictions compétentes auraient dû examiner son recours au fond après avoir pris en compte sa situation spécifique. À cet égard, il se réfère à l'arrêt n° 317 de 2009, par lequel la Cour constitutionnelle italienne aurait déclaré inconstitutionnelle l'impossibilité pour une personne condamnée par contumace d'interjeter appel de sa condamnation dans les cas où le défenseur commis d'office aurait déjà usé de ce droit à son insu. Il estime que dans son cas les juridictions nationales auraient dû s'inspirer des principes établis par la Cour constitutionnelle.

41. Il ajoute que la procédure relative au contrôle de la légalité de sa détention n'a pas été contradictoire et soutient qu'elle n'a pas respecté le principe de l'égalité des armes. Il considère par ailleurs que du fait de son placement en détention dans une prison de Rome, ville située à 1 200 km de Palerme, il a été interrogé par un juge incompetent, à savoir le juge des investigations préliminaires de Rome. Il argue enfin qu'il n'a pas disposé du temps et des facilités nécessaires pour préparer sa défense et qu'il n'a pas eu la possibilité d'assister à l'audience tenue devant la chambre spécialisée de Palerme.

42. Le Gouvernement soutient que le droit italien offre un recours apte à permettre un contrôle effectif de la légalité d'une détention provisoire, à savoir la demande de réexamen prévue à l'article 309 du CPP, laquelle répondrait à tous les critères fixés par la jurisprudence de la Cour. Le requérant aurait été représenté par un avocat commis d'office, qui aurait agi dans l'intérêt de l'intéressé, et il aurait bénéficié dudit contrôle dans un délai raisonnable et dans le plein respect du droit à un procès équitable. La chambre spécialisée du tribunal de Palerme aurait fourni une décision amplement motivée sur les raisons ayant justifié la privation de liberté.

43. Par la suite, les juridictions n'auraient fait qu'appliquer le principe de l'unicité du droit d'appel, règle générale du procès en vertu de laquelle le droit d'interjeter appel serait épuisé dès lors qu'il aurait déjà été exercé par l'un de ses titulaires.

44. Le Gouvernement expose que l'avocat choisi par le requérant aurait pu éviter le rejet de son recours s'il avait pris connaissance de tous les actes de la procédure et s'il avait vérifié si une demande similaire n'avait pas été introduite auparavant par l'avocat commis d'office.

45. L'arrêt n° 317 rendu par la Cour constitutionnelle en 2009 aurait effectivement remis en cause l'application dudit principe dans les affaires de condamnation par contumace et ainsi ouvert aux condamnés ne s'étant pas volontairement soustraits à la justice la possibilité d'interjeter appel du jugement de condamnation quand bien même un avocat commis d'office aurait déjà formé pareil recours.

Le Gouvernement ajoute que la jurisprudence nationale pourrait aussi évoluer dans ce sens pour les procédures relatives aux mesures privatives de liberté.

2. Les principes généraux établis par la jurisprudence de la Cour

46. La Cour rappelle les principes établis par sa jurisprudence constante en matière d'interprétation de l'article 5 § 4 de la Convention.

a) En vertu de cette disposition, les personnes arrêtées ou détenues ont droit à un examen du respect des exigences de procédure et de fond nécessaires à la « régularité » et à la « légalité », au sens de l'article 5 § 1, de leur privation de liberté (voir, parmi beaucoup d'autres, *Brogan et autres c. Royaume-Uni*, 29 novembre 1988, § 65, série A n° 145-B). Cet examen doit pouvoir aboutir, à bref délai, à une décision judiciaire mettant fin à la détention si celle-ci se révèle illégale (*Baranowski*, précité, § 68).

b) De même que toute autre disposition de la Convention et de ses Protocoles, l'article 5 § 4 doit s'interpréter de telle manière que les droits qui s'y trouvent consacrés ne soient pas théoriques et illusoire, mais concrets et effectifs (voir, parmi d'autres, *Artico c. Italie*, 13 mai 1980, § 33, série A n° 37, et *Schöps c. Allemagne*, n° 25116/94, § 47, CEDH 2001-I).

c) Une voie de recours, au sens de l'article 5 § 4 de la Convention, doit toujours exister à un degré suffisant de certitude, sans quoi lui manquent l'accessibilité et l'effectivité requises par cette disposition (*E. c. Norvège*, 29 août 1990, § 60, série A n° 181-A, et *Sakik et autres c. Turquie*, 26 novembre 1997, § 53, *Recueil des arrêts et décisions* 1997-VII).

d) L'article 5 § 4 n'astreint pas les États contractants à instaurer un double degré de juridiction pour l'examen de demandes d'élargissement. Néanmoins, un État qui se dote d'un tel système doit en principe accorder aux détenus les mêmes garanties en appel qu'en première instance (*Toth c. Autriche*, 12 décembre 1991, § 84, série A n° 224, ainsi que *Rutten c. Pays-Bas*, n° 32605/96, § 53, 24 juillet 2001, et *Lanz c. Autriche*, n° 24430/94, § 42, 31 janvier 2002).

e) La procédure relevant de l'article 5 § 4 ne doit pas toujours s'accompagner de garanties identiques à celles que l'article 6 § 1 prescrit pour les litiges civils ou pénaux, les deux dispositions poursuivant des buts différents (*Reinprecht c. Autriche*, n° 67175/01, § 39, CEDH 2005-XII). Cependant, elle doit toujours revêtir un caractère judiciaire et offrir à l'individu mis en cause des garanties adaptées à la nature de la privation de liberté dont il se plaint (voir, entre autres, *D.N. c. Suisse* [GC], n° 27154/95, § 41, CEDH 2001-III). Pour déterminer si une procédure offre de telles garanties, il faut avoir égard à la nature particulière des circonstances dans lesquelles elle se déroule (voir, par exemple, *Megyeri c. Allemagne*, 12 mai 1992, § 22, série A n° 237-A). En tout état de cause,

cette procédure doit respecter, autant que possible, les exigences fondamentales d'un procès équitable (*Lietzow c. Allemagne*, n° 24479/94, § 44, CEDH 2001-I, et *Schöps*, précité, § 44).

f) La première garantie fondamentale découlant naturellement de l'article 5 § 4 de la Convention est le droit d'être effectivement entendu par le juge saisi d'un recours contre une détention (*Svipsta c. Lettonie*, n° 66820/01, § 128, CEDH 2006-III (extraits), et *Knebl c. République tchèque*, n° 20157/05, § 81, 28 octobre 2010). Pour les personnes détenues dans les conditions énoncées à l'article 5 § 1 c) de la Convention, l'article 5 § 4 exige la tenue d'une audience (*Kampanis c. Grèce*, 13 juillet 1995, § 47, série A n° 318-B, et *Włoch c. Pologne*, n° 27785/95, § 126, CEDH 2000-XI). Cette audience doit être contradictoire, ce qui suppose normalement la représentation par un défenseur et la possibilité, le cas échéant, de citer et d'interroger des témoins (*Hussain c. Royaume-Uni* et *Singh c. Royaume-Uni*, arrêts du 21 février 1996, *Recueil des arrêts et décisions* 1996-I, § 60 et § 68 respectivement).

3. Application desdits principes au cas d'espèce

47. La Cour observe que la question se pose de savoir si l'ordre juridique interne offrait au requérant des garanties procédurales à même de respecter l'article 5 § 4.

a) Sur le recours prévu par l'article 309 du CPP

48. La Cour relève avec les parties que le droit italien offre aux justiciables la possibilité de contester la motivation d'une décision ordonnant une mesure privative de liberté par le biais d'un recours (*richiesta di riesame*) introduit sur le fondement de l'article 309 du CPP.

49. Examinant le grief du requérant, consistant à dire que dans son cas la procédure n'a pas respecté les garanties fondamentales du procès équitable, la Cour constate que le recours introduit par l'avocat choisi par l'intéressé contre l'ordonnance du juge de l'application des peines a été déclaré irrecevable par la chambre spécialisée du tribunal de Palerme au motif qu'une demande similaire avait déjà été présentée par un avocat commis d'office à l'époque où le requérant était en fuite. La Cour de cassation confirma par la suite cette analyse, invoquant le principe de l'« unicité du droit d'appel » tel qu'interprété par ses sections réunies, qui faisait obstacle à la répétition du même recours par l'une quelconque des différentes personnes titulaires du droit de l'exercer.

50. Or il n'est pas contesté que l'avocat qui fut désigné d'office par les autorités pour représenter le requérant dans la procédure décida d'attaquer l'ordonnance de détention provisoire à l'insu de son client, lequel était introuvable à ce moment-là. Il est donc hors de doute que le requérant n'eut pas l'occasion de communiquer avec ledit avocat et d'avancer ses propres arguments à l'appui de la demande de mise en liberté. Par ailleurs, force est

de constater qu'il n'a jamais été entendu par la chambre spécialisée du tribunal de Palerme qui a statué sur la légalité de sa détention.

51. Au vu de ces circonstances, on ne peut donc dire que le requérant ait été en mesure de soutenir personnellement à un moment ou à un autre la demande tendant à sa mise en liberté qui avait été introduite devant la chambre spécialisée du tribunal, juridiction qui était compétente pour examiner la décision de placement en détention provisoire. La Cour rappelle ici que la première garantie fondamentale découlant naturellement de l'article 5 § 4 de la Convention est le droit d'être effectivement entendu par le juge saisi d'un recours contre une détention (*Svipsta*, précité, § 128 et *Knebl*, précité, § 81).

52. La Cour réaffirme en outre que la Convention a pour but de «protéger des droits non pas théoriques ou illusoires, mais concrets et effectifs », et que la nomination d'un conseil n'assure pas à elle seule l'effectivité de l'assistance qu'il peut procurer à l'accusé (*Imbrioscia c. Suisse*, 24 novembre 1993, § 38, série A n° 275, et *Artico c. Italie*, 13 mai 1980, § 33, série A n° 37 et *Saknovski c. Russie* [GC], n° 21272/03, § 95, 2 novembre 2010). Encore faut-il que l'intéressé, auquel le système italien accorde la garantie - supplémentaire à celles prévues par la Convention - d'être représenté par un défenseur nommé d'office avant même l'exécution de la mesure provisoire, ait pu effectivement communiquer, de manière libre et confidentielle, avec son conseil afin de discuter de l'affaire et organiser la défense.

53. De plus, la Cour rappelle que la renonciation à se défendre ne peut pas être inférée de la simple qualité de « *latitante* », fondée sur une présomption dépourvue de base factuelle suffisante (*Colozza c. Italie*, 12 février 1985, § 28, série A n° 89 ; *Sejdovic c. Italie* [GC], n° 56581/00, § 87, CEDH 2006 II). En outre, avant qu'un accusé puisse être considéré comme ayant implicitement renoncé, par son comportement, à un droit important sous l'angle de l'article 6 de la Convention, il doit être établi qu'il aurait pu raisonnablement prévoir les conséquences du comportement en question. Il faut par ailleurs qu'il n'incombe pas à l'accusé de prouver qu'il n'entendait pas se dérober à la justice, ni que son absence s'expliquait par un cas de force majeure (*Sejdovic*, précité, § 88). Or, en l'espèce rien dans le dossier ne permet de conclure que le requérant avait essayé de se dérober à la justice ou qu'il avait renoncé de manière non équivoque à son droit de défense.

54. La Cour rappelle avoir déjà eu l'occasion d'affirmer dans le contexte des condamnations par contumace que l'on ne peut, sous prétexte de garantir d'autres droits fondamentaux du procès, comme le droit au « délai raisonnable » ou celui du « *ne bis in idem* », ou, *a fortiori*, pour des préoccupations liées à la charge de travail des tribunaux (*Huzuneanu c. Italie*, n° 36043/08, §§ 22 et 48, 1^{er} septembre 2016), réduire au point de les rendre inopérants les droits de la défense d'un accusé ne s'étant pas

soustrait à la justice et n'ayant pas renoncé sans équivoque à ses garanties procédurales. Ce principe avait d'ailleurs été proclamé par la Cour constitutionnelle italienne dans un arrêt auquel tant le requérant que le Gouvernement se réfèrent dans leurs observations (paragraphe 39 et 44 ci-dessus ; *Huzuneanu*, précité, § 47).

55. Eu égard aux conséquences de la privation de liberté sur les droits fondamentaux de la personne concernée, la Cour estime que toute procédure relevant de l'article 5 § 4 doit être menée dans le respect de ce principe et garantir pleinement les droits de la défense. Elle observe à cet égard que le Gouvernement n'a pas exclu que la jurisprudence nationale puisse évoluer et permettre aux accusés en fuite frappés d'une mesure de privation de liberté d'aussi interjeter appel dans l'hypothèse où un recours aurait préalablement été présenté, à leur insu, par un avocat commis d'office (paragraphe 44 ci-dessus). La Cour note au demeurant que le législateur italien a reconnu que le droit de la défense l'emporte sur les besoins de l'administration de la justice en réformant les dispositions procédurales qui règlent le procès à l'encontre des personnes introuvables (voir paragraphe 28 ci-dessus).

56. Au vu de ce qui précède, la Cour considère que le remède prévu par l'article 309 du CPP n'a pas offert au requérant des garanties adéquates. Il reste à examiner si les autres recours évoqués par le Gouvernement remplissaient les conditions de l'article 5 § 4 de la Convention.

b) Sur le recours prévu par l'article 299 du CPP

57. En ce qui concerne le recours prévu par l'article 299 du CPP, qui vise à permettre un réexamen de la régularité de la détention en cours et, le cas échéant, la révocation de la mesure de précaution et la mise en liberté, la Cour observe qu'il peut à tout moment être présenté devant le juge qui mène alors la procédure.

58. En l'espèce, le requérant fit usage de ce recours à la suite du rejet de son appel par la chambre spécialisée, demandant la révocation de la mesure de précaution au juge des investigations préliminaires de Palerme. La Cour observe que ce dernier débouta l'intéressé de sa demande sans l'avoir entendu. L'article 299 du CPP ne prévoit en effet pas la tenue d'une audience et le juge n'est obligé d'interroger l'accusé que si celui-ci sollicite son audition et seulement s'il avance des faits nouveaux à l'appui de sa demande (paragraphe 21 ci-dessus).

59. La Cour rappelle que dès lors que le droit du détenu d'être entendu découle directement de l'article 5 § 4 de la Convention en ce qu'il fait partie des garanties de procédure appliquées en matière de privation de liberté, on ne saurait faire dépendre son existence ou sa mise en œuvre d'une demande expresse de l'intéressé (*Vecsek c. République tchèque*, n° 3252/09, § 78, 21 février 2013). Au surplus, compte tenu de ce qu'au travers de son recours le requérant cherchait à obtenir pour la première fois un contrôle de la

légalité de sa détention, aucun fait nouveau n'était soumis à l'examen du juge des investigations préliminaires, si bien qu'une demande d'audition du requérant n'était pas recevable aux termes de la disposition pertinente (voir paragraphes 17 et 21 ci-dessus).

60. Dans ces conditions, la Cour estime qu'un appel interjeté contre la décision du 9 février 2011 n'aurait pas permis au requérant d'être entendu sur les motifs invoqués par lui au soutien de sa demande de révocation de la mesure qui avait ordonné son placement en détention. Il s'ensuit que le recours en révocation de la mesure de précaution prévu par l'article 299 du CPP n'a pas constitué, dans les circonstances de l'espèce, un remède conforme à l'article 5 § 4 de la Convention

c) Sur le recours en relevé de forclusion prévu par l'article 175 § 1 du CPP

61. Concernant la possibilité pour le requérant de se prévaloir de l'article 175 § 1 du CPP afin de prouver qu'il ne s'était pas volontairement soustrait à la justice et d'obtenir ainsi la réouverture du délai d'appel contre la décision de mise en détention (paragraphe 32 ci-dessus), la Cour vient de constater que la jurisprudence constante de la Cour de cassation qui a été appliquée au cas du requérant empêche précisément la réouverture du délai d'introduction d'un recours contre une mesure de précaution dans les cas où un avocat commis d'office a déjà fait usage du recours offert par l'article 309 du CPP (paragraphes 15 et 48 ci-dessus). Par ailleurs, il n'apparaît pas que l'impossibilité dans laquelle le requérant s'est trouvé de faire examiner son appel à l'encontre de l'ordonnance de mise en détention procédât de ce qu'il aurait été réputé s'être volontairement soustrait à la justice.

62. Au vu de ce qui précède, la Cour considère qu'il appartenait au Gouvernement de démontrer que, nonobstant la jurisprudence pertinente dans le domaine spécifique des mesures de précaution, le remède général prévu par le système italien en matière de relevé de forclusion aurait permis au requérant dans les circonstances de l'espèce de présenter et soutenir une demande de mise en liberté devant la chambre spécialisée chargée de réexaminer les mesures de précaution. Elle rappelle qu'il incombe au Gouvernement plaidant le non-épuisement de la convaincre que le recours était effectif et disponible tant en théorie qu'en pratique à l'époque des faits (*Vučković et autres c. Serbie* (exception préliminaire) [GC], nos 17153/11 et 29 autres, § 77, 25 mars 2014). À cet égard, elle note qu'en l'espèce le Gouvernement n'a produit aucun exemple démontrant qu'une telle action eût été intentée avec succès dans des circonstances similaires à celles de l'affaire du requérant (voir, *mutatis mutandis*, *Sardinias Albo c. Italie* (déc.), n° 56271/00, 8 janvier 2004).

d) Conclusion

63. En conséquence, la Cour rejette les exceptions préliminaires de non-épuisement des voies de recours internes soulevées par le Gouvernement et conclut à la violation de l'article 5 § 4 de la Convention à raison de l'impossibilité dans laquelle le requérant s'est trouvé d'être effectivement entendu par les juridictions compétentes pour contrôler la légalité de sa détention.

II. SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 41 DE LA CONVENTION

64. Aux termes de l'article 41 de la Convention,

« Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses Protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable. »

A. Dommage

65. Le requérant réclame 5 000 EUR au titre du préjudice moral qu'il estime avoir subi.

66. Le Gouvernement ne s'est pas exprimé sur ce point.

67. La Cour considère que le requérant a subi un préjudice moral certain que le seul constat de violation ne saurait compenser. Cependant, ce constat de violation de l'article 5 § 4 n'implique pas nécessairement que la détention du requérant ait été illégale ou autrement contraire à la Convention. À la lumière de ce qui précède, et statuant en équité comme le veut l'article 41 de la Convention, la Cour accorde à l'intéressé la somme de 4 000 EUR.

B. Frais et dépens

68. Le requérant demande également 21 886,80 EUR pour les frais et dépens engagés devant les juridictions internes et pour ceux engagés devant la Cour.

69. Le Gouvernement n'a pas présenté de commentaires à ce sujet.

70. Selon la jurisprudence de la Cour, un requérant ne peut obtenir le remboursement de ses frais et dépens que dans la mesure où se trouvent établis leur réalité, leur nécessité et le caractère raisonnable de leur taux. En l'espèce, compte tenu des documents dont elle dispose et de sa jurisprudence, la Cour estime raisonnable d'accorder au requérant, tous frais confondus, la somme de 7 000 EUR.

C. Intérêts moratoires

71. La Cour juge approprié de calquer le taux des intérêts moratoires sur le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne majoré de trois points de pourcentage.

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. *Joint au fond* les exceptions de non-épuisement des voies de recours internes soulevées par le Gouvernement et les *rejette* ;
2. *Déclare* la requête recevable ;
3. *Dit* qu'il y a eu violation de l'article 5 § 4 de la Convention ;
4. *Dit*,
 - a) que l'État défendeur doit verser au requérant, dans les trois mois à compter du jour où l'arrêt sera devenu définitif conformément à l'article 44 § 2 de la Convention, les sommes suivantes :
 - i. 4 000 EUR (quatre mille euros), plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt, pour dommage moral ;
 - ii. 7 000 EUR (sept mille euros), plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt par le requérant, pour frais et dépens ;
 - b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage ;
5. *Rejette* la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 5 septembre 2019, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement de la Cour.

Abel Campos
Greffier

Ksenija Turković
Présidente

CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO

PRIMA SEZIONE

CAUSA RIZZOTTO c. ITALIA (N. 2)

(Ricorso n. 20983/12)

SENTENZA

STRASBURGO

5 settembre 2019

Questa sentenza diverrà definitiva alle condizioni definite nell'articolo 44 § 2 della Convenzione. Può subire modifiche di forma.

Nella causa Rizzotto c. Italia (N. 2),

La Corte europea dei diritti dell'uomo (prima sezione), riunita in una camera composta da:

Ksenija Turković, presidente,

Aleš Pejchal,

Armen Harutyunyan,

Pere Pastor Vilanova,

Tim Eicke,

Gilberto Felici,

Raffaele Sabato, giudici,

e da Abel Campos, cancelliere di sezione,

Dopo avere deliberato in camera di consiglio il 2 luglio 2019,

Pronuncia la seguente sentenza, adottata in tale data:

PROCEDURA

1. All'origine della causa vi è un ricorso (n. 20983/12) proposto contro la Repubblica italiana da un cittadino di questo Stato, il sig. Salvatore Stefano Rizzotto («il ricorrente»), che ha adito la Corte il 4 aprile 2012 in virtù dell'articolo 34 della Convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali («la Convenzione»).

2. Il ricorrente è stato rappresentato dall'avvocato E.P. Reale, del foro di Siracusa. Il governo italiano («il Governo») è stato rappresentato dal suo ex agente, E. Spatafora, e dal suo co-agente M.G. Civinini.

3. In particolare, il ricorrente lamenta la mancanza di un controllo effettivo sulla legittimità della sua privazione della libertà e il mancato rispetto delle garanzie procedurali inerenti all'articolo 5 § 4 della Convenzione.

4. Il 23 maggio 2017 il ricorso è stato comunicato al Governo.

IN FATTO

I. LE CIRCOSTANZE DEL CASO DI SPECIE

5. Il ricorrente è nato nel 1972 e risiede a Floridia.

6. Con ordinanza del 16 settembre 2010, il giudice per le indagini preliminari di Palermo decise di sottoporlo a custodia cautelare in carcere dal momento che era coinvolto in un procedimento penale per traffico di stupefacenti.

7. Poiché il ricorrente era irreperibile, le autorità lo dichiararono latitante e gli nominarono un avvocato d'ufficio. In data 13 ottobre 2010, quest'ultimo presentò al tribunale del riesame di Palermo la richiesta di riesame dell'ordinanza che disponeva la custodia cautelare in carcere sulla base dell'articolo 309 del codice di procedura penale (CPP) (paragrafo 20 infra).

8. Il 22 ottobre 2010, il tribunale del riesame respinse il ricorso in quanto gli indizi di colpevolezza a carico del ricorrente, nonché la sua condotta e la sua personalità, giustificavano la misura detentiva.

9. Il 6 dicembre 2010 il ricorrente fu arrestato a Malta. Egli nominò un avvocato di fiducia il quale, in data 14 dicembre 2010, presentò al tribunale del riesame di Palermo richiesta di riesame dell'ordinanza che disponeva la custodia cautelare in carcere.

10. Il 20 dicembre 2010 il ricorrente fu estradato in Italia e rinchiuso nel carcere di Regina Coeli a Roma.

11. Il 21 dicembre 2010 il difensore del ricorrente ricevette una copia dell'ordinanza del 16 settembre 2010 nonché l'avviso della data dell'interrogatorio di garanzia del ricorrente, fissata per il 23 dicembre 2010.

12. In tale data, il ricorrente fu interrogato dal giudice per le indagini preliminari di Roma, competente in base al luogo in cui era detenuto, alla presenza del sostituto del suo difensore di fiducia.

13. In data 3 gennaio 2011 si svolse l'udienza dinanzi al tribunale del riesame di Palermo. Il ricorrente, ancora detenuto a Roma, non vi assistette e fu rappresentato dal suo difensore di fiducia. Con provvedimento dello stesso giorno, il tribunale del riesame dichiarò inammissibile la richiesta di riesame in quanto l'interessato aveva già esercitato il suo diritto di ricorso nell'ambito dell'impugnazione presentata dal suo difensore d'ufficio all'epoca in cui si era reso irreperibile.

14. Il ricorrente presentò ricorso per cassazione, nel quale lamentava, tra l'altro, una violazione dell'articolo 5 § 4 della Convenzione. Egli affermava di essere venuto a conoscenza del procedimento avviato a suo carico solo il giorno del suo arresto all'estero, dove risiedeva, e di aver appreso che era stato rappresentato da un difensore d'ufficio solo in occasione della pubblicazione del provvedimento di inammissibilità del ricorso da lui presentato contro l'ordinanza di applicazione della misura detentiva. Sosteneva che il tribunale del riesame avrebbe dovuto tenere conto di queste circostanze prima di decidere di dichiarare il suo ricorso inammissibile.

15. L'11 ottobre 2011 la Corte di cassazione respinse il suo ricorso. Facendo riferimento alla propria giurisprudenza in materia, essa richiamò il principio dell'unicità del diritto all'impugnazione, secondo il quale un ricorso presentato nell'interesse dell'imputato latitante dal difensore di fiducia o dall'avvocato d'ufficio, impedisce all'interessato di presentare personalmente un nuovo ricorso o di chiedere la riapertura del termine di ricorso. Secondo la Corte di cassazione, tale principio, sancito dalle Sezioni Unite nella sentenza n. 6026 del 2008, relativa alle sentenze di condanna in contumacia, era ancora più applicabile ai procedimenti in materia di misure cautelari, la cui revoca poteva essere richiesta dall'imputato in qualsiasi momento e senza limitazioni. Di conseguenza, a suo avviso, l'impossibilità per l'imputato irreperibile di reiterare una richiesta di riesame o di ottenere la restituzione nel termine non costituiva un ostacolo ai diritti della difesa.

16. Nel frattempo, in data 1° febbraio 2011, il ricorrente aveva presentato al giudice per le indagini preliminari di Palermo una domanda di revoca della misura detentiva e, in subordine, di sostituzione di quest'ultima con una misura meno restrittiva, ai sensi dell'art. 299 del CPP. Nella sua memoria, precisava di essere stato privato della possibilità di far valere le sue argomentazioni nel ricorso che aveva presentato in base all'articolo 309 del CPP e che la sua richiesta era quindi volta, in particolare, a ottenere il riesame della gravità degli indizi di colpevolezza che avevano giustificato la misura applicata nei suoi confronti.

17. Con provvedimento del 9 febbraio 2011, il giudice per le indagini preliminari respinse l'istanza di revoca. A tal fine, rilevò che gli argomenti del ricorrente riguardavano essenzialmente le circostanze che avevano giustificato l'adozione della misura cautelare, che erano già state ampiamente esaminate dal tribunale del riesame il 22 ottobre 2010, e non riportavano fatti nuovi. Il giudice ritenne peraltro che la gravità del comportamento del ricorrente, tenendo conto soprattutto della quantità di stupefacente che aveva ceduto, giustificasse la misura detentiva applicata nei suoi confronti.

18. Il ricorrente non presentò ricorso contro tale decisione.

19. Con sentenza del 14 settembre 2011, il tribunale di Palermo lo condannò a due anni e otto mesi di reclusione e 12.000 euro (EUR) di multa. Il 20 luglio 2012, l'interessato è stato rimesso in libertà dopo aver finito di scontare la sua pena.

II. IL DIRITTO E LA PRASSI INTERNI PERTINENTI

A. Le vie di ricorso avverso una misura cautelare

20. Ai sensi dell'articolo 309 del CPP, il provvedimento che dispone la custodia cautelare in carcere può essere oggetto di una richiesta di riesame dinanzi alla competente sezione del tribunale incaricata di riesaminare le misure cautelari. La domanda deve essere presentata entro dieci giorni dall'esecuzione o dalla notificazione del provvedimento. Per l'imputato latitante, il termine decorre dalla data di notificazione del provvedimento al suo difensore o, se egli prova di non aver avuto conoscenza del provvedimento, dall'esecuzione della misura (comma 2). Ai sensi dell'articolo 127 del CPP, l'udienza dinanzi al tribunale del riesame si svolge in camera di consiglio. La disposizione in questione prevede che se l'interessato è detenuto in un luogo posto fuori della circoscrizione del giudice del tribunale del riesame, egli deve, se ne fa richiesta, essere sentito prima del giorno dell'udienza dal magistrato di sorveglianza del luogo di detenzione.

L'interessato può proporre ricorso per cassazione contro una decisione sfavorevole del tribunale del riesame (articolo 311 del CPP).

21. In seguito, egli può in qualsiasi momento presentare richiesta di revoca della misura cautelare ai sensi dell'articolo 299 del CPP. La richiesta di revoca è presentata al giudice che in quel momento ha in carico il procedimento, il quale decide entro dieci giorni dal deposito della richiesta, dopo aver sentito il pubblico ministero. Secondo il comma 3ter dell'articolo 299, il giudice può decidere di interrogare l'imputato. Se la richiesta di revoca è basata su fatti nuovi, il giudice deve interrogare l'imputato che ne ha fatto richiesta.

22. L'interessato può in seguito proporre appello contro una decisione negativa del giudice, in base all'articolo 310 CPP. Egli può proporre ricorso per cassazione contro le decisioni emesse in appello dal tribunale.

23. La legge italiana non prevede alcun controllo automatico e/o periodico delle condizioni che giustificano il mantenimento della custodia cautelare; se lo desidera, la persona privata della libertà può chiedere il riesame delle suddette condizioni e la revoca della misura.

B. Il ricorso per la restituzione nel termine

24. L'articolo 175, comma 1, del CPP recita:

«Il pubblico ministero, le parti private e i difensori sono restituiti nel termine stabilito a pena di decadenza, se provano di non averlo potuto osservare per caso fortuito o per forza maggiore. La richiesta per la restituzione nel termine è presentata, a pena di decadenza, entro dieci giorni da quello nel quale è cessato il fatto costituente caso fortuito o forza maggiore.»

25. L'articolo 175, comma 2, del CPP che prevede la possibilità di presentare una domanda di restituzione nel termine nel caso in cui un procedimento penale si sia svolto in contumacia, recita:

«Se è stata pronunciata sentenza contumaciale o decreto di condanna, l'imputato è restituito, a sua richiesta, nel termine per proporre impugnazione od opposizione, salvo che lo stesso abbia avuto effettiva conoscenza del procedimento o del provvedimento e abbia volontariamente rinunciato a comparire ovvero a proporre impugnazione od opposizione. A tale fine l'autorità giudiziaria compie ogni necessaria verifica.»

C. La sentenza n. 6026 del 2008 delle Sezioni Unite della Corte di cassazione

26. Nella sentenza n. 6026 del 13 gennaio 2008 (sentenza Huzuneanu), le Sezioni Unite della Corte di cassazione precisarono che un condannato in contumacia perdeva il suo diritto alla restituzione nel termine per proporre impugnazione se il difensore di fiducia o l'avvocato nominato d'ufficio avevano, in maniera autonoma, se non addirittura a sua insaputa, impugnato la decisione contestata e se il giudice nazionale competente aveva già deciso in merito al loro ricorso. Le Sezioni Unite invocarono i principi dell'unicità del diritto di impugnare una sentenza e del ne bis in idem, sottolineando anche che la possibilità di un doppio appello (uno interposto dal difensore e l'altro dall'imputato) era in contrasto con l'esigenza del rispetto del «termine ragionevole» quando l'imputato contumace, che non era stato informato del processo, era stato rappresentato da un avvocato; per le Sezioni Unite, se quest'ultimo aveva esperito i ricorsi esistenti per impugnare la decisione di condanna, non era più possibile per il condannato avvalersene dopo essere venuto a conoscenza della sua condanna.

D. La sentenza n. 317 del 2009 della Corte costituzionale italiana

27. Con la sentenza n. 317 del 4 dicembre 2009, la Corte costituzionale ha dichiarato l'incostituzionalità dell'articolo 175, comma 2, del CPP nella parte in cui precludeva la restituzione del contumace, che non aveva avuto cognizione del processo, nel termine per proporre impugnazione contro la decisione di condanna, quando la stessa impugnazione fosse già stata proposta dal difensore. Nella motivazione della sua decisione indicò, in particolare, che le garanzie offerte all'imputato contumace non potevano essere «consumate» dall'atto di un soggetto che avrebbe agito di propria iniziativa e senza aver ricevuto un mandato da parte dell'interessato.

E. La legge n. 67 del 28 aprile 2014

28. La legge n. 67 del 28 aprile 2014 contiene delle disposizioni sui procedimenti nei confronti degli imputati irreperibili. L'articolo 9 di questa legge ha modificato l'articolo 420bis del CPP permettendo al giudice di procedere in assenza dell'imputato soltanto se risulti con certezza che lo stesso era a conoscenza del procedimento o se aveva «espressamente rinunciato ad assistervi».

IN DIRITTO

I. SULLA DEDOTTA VIOLAZIONE DELL'ARTICOLO 5 § 4 DELLA CONVENZIONE

29. Il ricorrente lamenta di non avere beneficiato di un controllo giurisdizionale effettivo sulla legittimità della custodia cautelare e afferma che la procedura presentava varie lacune. Egli invoca gli articoli 5 § 3, 5 § 4, 6 §§ 1 e 3 b) e c) e 13 della Convenzione.

30. La Corte considera che le doglianze del ricorrente rientrano nel campo di applicazione del paragrafo 4 dell'articolo 5, che garantisce a qualsiasi persona arrestata il diritto di presentare un ricorso dinanzi a un tribunale, affinché quest'ultimo decida sulla legittimità della sua detenzione. Secondo la sua giurisprudenza, infatti, una procedura relativa alla legittimità di una custodia cautelare non riguarda la «fondatezza» di una «accusa in materia penale», e l'articolo 5 § 4 costituisce una *lex specialis* in materia di detenzione rispetto alle esigenze più generali dell'articolo 13 della Convenzione e del profilo civile dell'articolo 6 (Fodale c. Italia, n. 70148/01, §§ 27 e 28, CEDU 2006 VII).

31. La Corte ritiene dunque doversi esaminare il presente ricorso esclusivamente dal punto di vista dell'articolo 5 § 4, che recita:

«Ogni persona privata della libertà mediante arresto o detenzione ha il diritto di presentare ricorso ad un tribunale, affinché decida entro breve termine sulla legittimità della sua detenzione e ne ordini la scarcerazione se la detenzione è illegittima.»

A. Sulla ricevibilità

32. Il Governo osserva anzitutto che il ricorrente non ha interposto appello avverso la decisione del 9 febbraio 2011, con la quale il giudice per le indagini preliminari di Palermo aveva respinto la sua richiesta di revoca della misura cautelare presentata sulla base dell'articolo 299 del CPP. Per questo motivo, il ricorrente non avrebbe esaurito i ricorsi effettivi che avrebbe avuto a disposizione per ottenere un controllo della regolarità della sua detenzione e la sua liberazione. A questo proposito, il Governo afferma che il giudice competente per ordinare la revoca della misura cautelare può, in qualsiasi momento, considerare che il mantenimento in custodia cautelare non sia giustificato e ordinare la

liberazione dell'interessato, anche se la misura applicata non è stata previamente impugnata.

33. Il Governo aggiunge che il ricorrente aveva la possibilità di presentare una domanda di restituzione nel termine ai sensi dell'articolo 175, comma 1, del CPP, che sarebbe la disposizione interna di diritto comune in materia di restituzione nei termini, e afferma che tale disposizione offriva al ricorrente la facoltà di provare che non si sarebbe volontariamente sottratto alla giustizia, e dunque di ottenere la restituzione nel termine per proporre un nuovo appello avverso il provvedimento di custodia cautelare.

34. Il ricorrente contesta le argomentazioni del Governo e indica che il diritto nazionale offre una sola via di ricorso che permette di far esaminare la legittimità di una custodia cautelare, ossia la richiesta di riesame del provvedimento da parte del tribunale, ai sensi dell'articolo 309 del CPP. I giudici competenti farebbero, tuttavia, del principio della «unicità del diritto all'impugnazione» un'applicazione restrittiva che gli avrebbe impedito di avere una vera occasione per esperire tale via di ricorso.

35. Quanto al ricorso previsto dall'articolo 299 del CPP, esso non soddisferebbe le caratteristiche richieste dall'articolo 5 § 4 della Convenzione e non potrebbe essere preso in considerazione ai fini della condizione dell'esaurimento delle vie di ricorso. Potrebbe essere introdotto soltanto per far valere fatti nuovi idonei a giustificare la revoca di una misura privativa della libertà, e permetterebbe dunque di fare «riesaminare la regolarità della detenzione a intervalli ragionevoli», ma non di ottenere un controllo ab origine sulla legittimità della detenzione. Inoltre, la revoca non sarebbe decisa da un collegio di giudici ma da un giudice unico, che per di più sarebbe il giudice che ha disposto la misura litigiosa, ossia il giudice per le indagini preliminari.

36. Infine, il ricorrente aggiunge che l'articolo 175, comma 1, del CPP permette la restituzione nel termine qualora un caso fortuito o un caso di forza maggiore abbia impedito il rispetto. Egli indica che il suo ricorso avverso l'ordinanza di applicazione della misura cautelare è stato proposto entro il termine fissato dall'articolo 309, comma 2, del CPP e afferma che tale disposizione non è dunque pertinente nel suo caso.

37. La Corte considera che gli argomenti del Governo sollevino in sostanza delle eccezioni di mancato esaurimento delle vie di ricorso interne, e ritiene peraltro che, nelle circostanze della causa, le eccezioni siano strettamente legate alla sostanza delle doglianze del ricorrente relative all'articolo 5 § 4 della Convenzione e che debbano essere unite al merito. Constatando che il ricorso non incorre in altri motivi di irricevibilità, la Corte lo dichiara ricevibile.

B. Sul merito

1. Gli argomenti delle parti

38. Il ricorrente afferma che l'interpretazione dell'articolo 309 del CPP da parte dei giudici nazionali gli ha impedito di beneficiare di un controllo effettivo sulla legittimità della sua detenzione. Il rimedio previsto dal sistema italiano, che in maniera generale rispetterebbe le condizioni richieste dall'articolo 5 § 4 della Convenzione, sarebbe stato lacunoso nel suo caso, come in tutti i casi in cui un avvocato nominato d'ufficio abbia già presentato una richiesta di riesame all'insaputa di un imputato irricevibile.

39. Il ricorrente riferisce di non avere mai avuto contatti con l'avvocato che gli è stato nominato d'ufficio, di cui avrebbe persino ignorato l'esistenza fino al momento in cui è

stato respinto il suo stesso ricorso, e ritiene di non avere potuto far valere le proprie argomentazioni nei confronti della decisione privativa della libertà.

40. Egli afferma che le giurisdizioni competenti avrebbero dovuto esaminare il suo ricorso sul merito dopo avere preso in considerazione la sua situazione specifica. A questo proposito, fa riferimento alla sentenza n. 317 del 2009, con la quale la Corte costituzionale italiana avrebbe dichiarato incostituzionale l'impossibilità, per una persona condannata in contumacia, di proporre impugnazione contro la sua condanna nei casi in cui il difensore nominato d'ufficio si sia già avvalso di tale diritto a sua insaputa. Il ricorrente ritiene che nel suo caso i giudici nazionali avrebbero dovuto ispirarsi ai principi stabiliti dalla Corte costituzionale.

41. Egli aggiunge che la procedura relativa al controllo sulla legittimità della sua detenzione non si è svolta in contraddittorio e non ha rispettato il principio della parità delle armi. Considera peraltro che, per il fatto di essere stato detenuto in un carcere di Roma, città posta a 1.200 km da Palermo, è stato interrogato da un giudice non competente, ossia il giudice per le indagini preliminari di Roma. Infine, sostiene di non avere disposto del tempo e delle agevolazioni necessarie per preparare la sua difesa e di non avere avuto la possibilità di assistere all'udienza tenutasi dinanzi al tribunale del riesame di Palermo.

42. Il Governo afferma che il diritto italiano offre un ricorso idoneo a permettere un controllo effettivo sulla legittimità di una custodia cautelare, ossia la richiesta di riesame prevista dall'articolo 309 del CPP, che risponderebbe a tutti i criteri fissati dalla giurisprudenza della Corte. Il ricorrente sarebbe stato rappresentato da un avvocato nominato d'ufficio, che avrebbe agito nell'interesse della persona interessata, e avrebbe beneficiato di detto controllo entro un termine ragionevole e nel pieno rispetto del diritto a un processo equo. Il tribunale del riesame di Palermo avrebbe emesso un provvedimento ampiamente motivato esponendo le ragioni che hanno giustificato la privazione della libertà.

43. Successivamente, i giudici non avrebbero fatto altro che applicare il principio dell'unicità del diritto all'impugnazione, regola generale del processo in virtù della quale il diritto di proporre impugnazione si esaurirebbe dal momento che è già stato esercitato da uno dei suoi titolari.

44. Il Governo riferisce che il difensore di fiducia del ricorrente avrebbe potuto evitare che il suo ricorso fosse respinto se avesse preso visione di tutti gli atti del processo e verificato se una domanda simile era già stata presentata dall'avvocato nominato d'ufficio.

45. La sentenza n. 317, emessa dalla Corte costituzionale nel 2009, avrebbe in effetti rimesso in discussione l'applicazione di detto principio nelle cause di condanna in contumacia, e avrebbe così aperto ai condannati che non si erano volontariamente sottratti alla giustizia la possibilità di proporre impugnazione avverso la sentenza di condanna anche nel caso in cui un avvocato d'ufficio avesse già presentato un tale ricorso.

Il Governo aggiunge che la giurisprudenza nazionale potrebbe anch'essa evolversi in tal senso per i procedimenti relativi alle misure privative della libertà,.

2. I principi generali stabiliti dalla giurisprudenza della Corte

46. La Corte rammenta i principi stabiliti dalla sua giurisprudenza costante in materia di interpretazione dell'articolo 5 § 4 della Convenzione.

- a. In virtù di tale disposizione, le persone arrestate o detenute hanno diritto a una verifica del rispetto delle esigenze procedurali e di merito necessarie alla «regolarità» e alla «legittimità», ai sensi dell'articolo 5 § 1, della loro privazione della libertà (si vedano, tra molte altre, Brogan e altri c. Regno Unito, 29 novembre 1988, § 65, serie A n. 145 B). Tale analisi deve potersi concludere, a breve termine, con una decisione che pone fine alla detenzione se la stessa si rivela illegittima (Baranowski, sopra citata, § 68).
- b. Così come tutte le altre disposizioni della Convenzione e dei suoi Protocolli, l'articolo 5 § 4 deve essere interpretato in modo tale che i diritti in esso sanciti non siano teorici e illusori, ma concreti ed effettivi (si vedano, tra altre, Artico c. Italia, 13 maggio 1980, § 33, serie A n. 37, e Schöps c. Germania, n. 25116/94, § 47, CEDU 2001-I).
- c. Una via di ricorso, ai sensi dell'articolo 5 § 4 della Convenzione, deve esistere sempre con un grado sufficiente di certezza, poiché in caso contrario verrebbero meno l'accessibilità e l'effettività richieste da tale disposizione (E. c. Norvegia, 29 agosto 1990, § 60, serie A n. 181-A, e Sakik e altri c. Turchia, 26 novembre 1997, § 53, Recueil des arrêts et décisions 1997-VII).
- d. L'articolo 5 § 4 non obbliga gli Stati contraenti a istituire un doppio grado di giudizio per l'esame delle domande di scarcerazione. Tuttavia, uno Stato che preveda un tale sistema deve, in linea di principio, accordare ai detenuti le stesse garanzie in appello e in primo grado (Toth c. Austria, 12 dicembre 1991, § 84, serie A n. 224, nonché Rutten c. Paesi Bassi, n. 32605/96, § 53, 24 luglio 2001, e Lanz c. Austria, n. 24430/94, § 42, 31 gennaio 2002).
- e. La procedura ai sensi dell'articolo 5 § 4 non deve sempre prevedere garanzie identiche a quelle che l'articolo 6 § 1 prescrive per le controversie civili o penali, in quanto le due disposizioni perseguono scopi diversi (Reinprecht c. Austria, n. 67175/01, § 39, CEDU 2005-XII). Tuttavia, essa deve sempre essere di natura giudiziaria e offrire all'individuo delle garanzie adeguate alla natura della privazione della libertà da lui lamentata (si veda, tra altre, D.N. c. Svizzera [GC], n. 27154/95, § 41, CEDU 2001-III). Per determinare se una procedura offra tali garanzie, si deve avere riguardo alle particolari circostanze nelle quali essa si svolge (si veda, ad esempio, Megyeri c. Germania, 12 maggio 1992, § 22, serie A n. 237-A). In ogni caso, tale procedura deve rispettare, per quanto possibile, le esigenze fondamentali di un processo (Lietzow c. Germania, n. 24479/94, § 44, CEDU 2001-I, e Schöps, sopra citata, § 44).
- f. La prima garanzia fondamentale che deriva naturalmente dall'articolo 5 § 4 della Convenzione è il diritto di essere effettivamente sentito dal giudice cui è stato presentato un ricorso avverso una detenzione (Svipsta c. Lettonia, n. 66820/01, § 128, CEDU 2006 III (estratti), e Knebl c. Repubblica ceca, n. 20157/05, § 81, 28 ottobre 2010). Per le persone detenute nelle condizioni previste dall'articolo 5 § 1 c) della Convenzione, l'articolo 5 § 4 esige che sia tenuta un'udienza (Kampanis c. Grecia, 13 luglio 1995, § 47, serie A n. 318-B, e Włoch c. Polonia, n. 27785/95, § 126, CEDU 2000 XI). L'udienza deve svolgersi in contraddittorio, il che presuppone normalmente che l'interessato sia rappresentato da un difensore e abbia la possibilità, se del caso, di citare e interrogare dei testimoni (Hussain c. Regno Unito e Singh c. Regno Unito, sentenze del 21 febbraio 1996, Recueil des arrêts et décisions 1996-I, § 60 e § 68 rispettivamente).

3. Applicazione dei suddetti principi nel caso di specie

47. La Corte osserva che la questione che si pone è stabilire se l'ordinamento giuridico interno offrisse al ricorrente garanzie procedurali tali da assicurare che l'articolo 5 § 4 fosse rispettato.

a) Sul ricorso previsto dall'articolo 309 del CPP

48. La Corte osserva con le parti che il diritto italiano offre alle persone sottoposte alla giustizia la possibilità di contestare la motivazione di una decisione che dispone una misura privativa della libertà per mezzo di una richiesta di riesame da presentare sulla base dell'articolo 309 del CPP.

49. Esaminando la doglianza del ricorrente, che consiste nell'affermare che, nel suo caso, la procedura non ha rispettato le garanzie fondamentali del processo equo, la Corte constata che il ricorso presentato dal difensore di fiducia dell'interessato avverso l'ordinanza di custodia cautelare è stato dichiarato inammissibile dal tribunale del riesame di Palermo, in quanto una richiesta simile era già stata presentata da un avvocato nominato d'ufficio all'epoca in cui il ricorrente era latitante. La Corte di cassazione confermò in seguito tale analisi, invocando il principio dell'«unicità del diritto all'impugnazione», come interpretato dalle sue Sezioni Unite, che ostacolava la reiterazione dello stesso ricorso da parte di una qualsiasi delle varie persone titolari del diritto di esercitarlo.

50. Ora, non viene messo in discussione il fatto che l'avvocato che fu nominato d'ufficio dalle autorità per rappresentare il ricorrente nel procedimento decise di impugnare l'ordinanza di custodia cautelare all'insaputa del suo cliente, che in quel momento era latitante. Pertanto, è fuori discussione che il ricorrente non ebbe l'occasione di comunicare con tale avvocato e di esporre le proprie argomentazioni a sostegno della domanda di scarcerazione. Peraltro, si deve constatare che egli non è mai stato sentito dal tribunale del riesame di Palermo che ha deliberato sulla legittimità della sua detenzione.

51. Alla luce di queste circostanze, non si può dunque affermare che il ricorrente abbia potuto sostenere personalmente in un qualsiasi momento la domanda volta a ottenere la sua scarcerazione, che era stata presentata dinanzi al tribunale del riesame, giurisdizione competente per esaminare il provvedimento con cui era stata disposta la custodia cautelare. La Corte rammenta che la prima garanzia fondamentale che deriva naturalmente dall'articolo 5 § 4 della Convenzione è il diritto di essere effettivamente sentiti dal giudice investito di un ricorso avverso una detenzione (Svipsta, sopra citata, § 128 e Knebl, sopra citata, § 81).

52. La Corte ribadisce inoltre che la Convenzione ha lo scopo di «tutelare dei diritti non teorici o illusori, ma concreti e effettivi», e che la nomina di un avvocato non garantisce di per sé l'efficacia dell'assistenza che questi può fornire all'imputato (Imbrioscia c. Svizzera, 24 novembre 1993, § 38, serie A n. 275, e Artico c. Italia, 13 maggio 1980, § 33, serie A n. 37 e Sakhnovski c. Russia [GC], n. 21272/03, § 95, 2 novembre 2010). Bisogna inoltre che l'interessato, al quale il sistema italiano accorda la garanzia - supplementare a quelle previste dalla Convenzione - di essere rappresentato da un difensore nominato d'ufficio ancora prima dell'esecuzione della misura cautelare, abbia potuto effettivamente comunicare, in maniera libera e riservata, con il suo avvocato allo scopo di discutere della causa e organizzare la difesa.

53. Inoltre, la Corte rammenta che la rinuncia a difendersi non può essere dedotta dalla semplice qualità di «latitante», fondata su una presunzione priva di base fattuale sufficiente (Colozza c. Italia, 12 febbraio 1985, § 28, serie A n. 89 ; Sejdovic c. Italia [GC],

n. 56581/00, § 87, CEDU 2006 II). Inoltre, prima che si possa considerare che un imputato abbia implicitamente rinunciato, con il proprio comportamento, a un diritto importante dal punto di vista dell'articolo 6 della Convenzione, è necessario stabilire che egli avrebbe potuto ragionevolmente prevedere le conseguenze del comportamento in questione. Inoltre, è necessario che non sia l'imputato a dover dimostrare che non intendeva sottrarsi alla giustizia, o che la sua assenza era dovuta a un caso di forza maggiore (Sejdovic, sopra citata, § 88). Ora, nella fattispecie, nessun elemento del fascicolo permette di concludere che il ricorrente aveva cercato di sottrarsi alla giustizia o aveva rinunciato in maniera inequivocabile al suo diritto di difesa.

54. La Corte rammenta di avere già avuto l'occasione di affermare, nel contesto delle condanne in contumacia, che non si può, con il pretesto di garantire altri diritti fondamentali del processo, come il diritto al «termine ragionevole» o quello del «ne bis in idem», o, a fortiori, per preoccupazioni legate al carico di lavoro dei tribunali (Huzuneanu c. Italia, n. 36043/08, §§ 22 e 48, 1° settembre 2016), ridurre, al punto di renderli inoperanti, i diritti della difesa di un imputato che non si è sottratto alla giustizia e non ha rinunciato inequivocabilmente alle sue garanzie procedurali. Questo principio, del resto, era stato proclamato dalla Corte costituzionale italiana in una sentenza alla quale fanno riferimento sia il ricorrente che il Governo nelle loro osservazioni (paragrafi 39 e 44 supra; Huzuneanu, sopra citata, § 47).

55. Considerate le conseguenze della privazione della libertà sui diritti fondamentali della persona interessata, la Corte ritiene che qualsiasi procedura ai sensi dell'articolo 5 § 4 debba essere condotta nel rispetto di tale principio e garantire pienamente i diritti della difesa. Essa osserva, a questo proposito, che il Governo non ha escluso che la giurisprudenza nazionale possa evolversi e permettere agli imputati latitanti nei confronti dei quali è stata emessa una misura privativa della libertà di proporre impugnazione anche nell'ipotesi in cui un ricorso sia stato presentato in precedenza, a loro insaputa, da un avvocato nominato d'ufficio (paragrafo 44 supra). La Corte osserva del resto che il legislatore italiano ha riconosciuto che il diritto della difesa prevale sulle necessità dell'amministrazione della giustizia riformando le norme processuali che regolano il processo a carico delle persone irreperibili (si veda il paragrafo 28 supra).

56. Alla luce di quanto sopra esposto, la Corte considera che il rimedio previsto dall'articolo 309 del CPP non abbia offerto al ricorrente delle garanzie adeguate. Resta da esaminare se gli altri ricorsi evocati dal Governo soddisfacessero le condizioni dell'articolo 5 § 4 della Convenzione.

b) Sul ricorso previsto dall'articolo 299 del CPP

57. Per quanto riguarda il ricorso previsto dall'articolo 299 del CPP, che mira a permettere un riesame della regolarità della detenzione in corso e, se del caso, la revoca della misura cautelare e la liberazione, la Corte osserva che esso può essere presentato in qualsiasi momento dinanzi al giudice che in quel momento ha in carico il procedimento.

58. Nella fattispecie, il ricorrente si è avvalso di questo mezzo, dopo che è stato respinto il suo ricorso dal tribunale del riesame, chiedendo la revoca della misura cautelare al giudice per le indagini preliminari di Palermo. La Corte osserva che quest'ultimo ha respinto la domanda dell'interessato senza averlo sentito. L'articolo 299 del CPP non prevede infatti che si tenga un'udienza e il giudice è obbligato a interrogare l'imputato solo se quest'ultimo chiede la sua audizione e solo se adduce fatti nuovi a sostegno della sua richiesta (paragrafo 21 supra).

59. La Corte rammenta che, dal momento che il diritto del detenuto di essere sentito deriva direttamente dall'articolo 5 § 4 della Convenzione e fa parte delle garanzie processuali applicate in materia di privazione della libertà, non si può subordinarne l'esistenza o l'attuazione a una domanda esplicita da parte dell'interessato (Vecek c. Repubblica ceca, n. 3252/09, § 78, 21 febbraio 2013). Per di più, tenuto conto del fatto che, tramite il suo ricorso, il ricorrente cercava di ottenere per la prima volta un controllo sulla legittimità della sua detenzione, non essendo stato presentato alcun fatto nuovo all'esame del giudice per le indagini preliminari, una domanda di audizione del ricorrente non sarebbe stata ammissibile ai sensi della disposizione pertinente (si vedano i paragrafi 17 e 21 supra).

60. In queste condizioni, la Corte ritiene che un appello interposto avverso la decisione del 9 febbraio 2011 non avrebbe permesso al ricorrente di essere sentito sui motivi da lui addotti a sostegno della sua domanda di revoca della misura che aveva disposto la sua incarcerazione. Di conseguenza, il ricorso volto a ottenere la revoca della misura cautelare previsto dall'articolo 299 del CPP non ha costituito, nelle circostanze del caso di specie, un rimedio conforme all'articolo 5 § 4 della Convenzione.

c) Sulla richiesta di restituzione nel termine prevista dall'articolo 175, comma 1, del CPP

61. Per quanto riguarda la possibilità per il ricorrente di avvalersi dell'articolo 175, comma 1, del CPP allo scopo di dimostrare che non si era volontariamente sottratto alla giustizia e ottenere in tal modo la restituzione nel termine per proporre ricorso avverso il provvedimento che disponeva la sua incarcerazione (paragrafo 32 supra), la Corte ha sopra constatato che la giurisprudenza costante della Corte di cassazione che è stata applicata alla causa del ricorrente impedisce proprio la restituzione nel termine per presentare un ricorso contro una misura cautelare qualora un avvocato nominato d'ufficio si sia già avvalso del ricorso offerto dall'articolo 309 del CPP (paragrafi 15 e 48 supra). Peraltro, non sembra che l'impossibilità nella quale si è trovato l'interessato di far esaminare il suo ricorso avverso l'ordinanza di custodia cautelare derivasse dal fatto che era stato ritenuto essersi volontariamente sottratto alla giustizia.

62. Alla luce di quanto sopra esposto, la Corte considera che spettasse al Governo dimostrare che, nonostante la giurisprudenza pertinente nel settore specifico delle misure cautelari, il rimedio generale previsto dal sistema italiano in materia di restituzione nel termine avrebbe permesso al ricorrente, nelle circostanze del caso di specie, di presentare e sostenere una domanda di liberazione dinanzi al tribunale del riesame. Essa rammenta che è il Governo che eccepisce il mancato esaurimento a doverla convincere che il ricorso era effettivo e disponibile sia in teoria che in pratica all'epoca dei fatti (Vučković e altri c. Serbia (eccezione preliminare) [GC], nn. 17153/11 e altri 29, § 77, 25 marzo 2014). A questo proposito, essa osserva che, nel caso di specie, il Governo non ha prodotto alcun esempio che dimostri che una tale azione sarebbe stata intentata con successo in circostanze simili a quelle della causa del ricorrente (si veda, mutatis mutandis, Sardinas Albo c. Italia (dec.), n. 56271/00, 8 gennaio 2004).

d) Conclusione

63. Di conseguenza, la Corte respinge le eccezioni preliminari di mancato esaurimento delle vie di ricorso interne sollevate dal Governo e conclude che vi è stata violazione dell'articolo 5 § 4 della Convenzione a causa dell'impossibilità, nella quale si è trovato il ricorrente, di essere effettivamente sentito dai giudici competenti per controllare la legittimità della sua detenzione.

II. SULL'APPLICAZIONE DELL'ARTICOLO 41 DELLA CONVENZIONE

64. Ai sensi dell'articolo 41 della Convenzione,

«Se la Corte dichiara che vi è stata violazione della Convenzione o dei suoi Protocolli e se il diritto interno dell'Alta Parte contraente non permette se non in modo imperfetto di rimuovere le conseguenze di tale violazione, la Corte accorda, se del caso, un'equa soddisfazione alla parte lesa.»

A. Danno

65. Il ricorrente chiede la somma di 5.000 euro (EUR) per il danno morale che ritiene di avere subito.

66. Il Governo non si è espresso su questo punto.

67. La Corte ritiene che il ricorrente abbia subito un danno morale certo che non può essere compensato dalla semplice constatazione di violazione. Tuttavia, questa constatazione di violazione dell'articolo 5 § 4 non necessariamente implica che la detenzione del ricorrente sia stata illegittima o comunque contraria alla Convenzione. Alla luce di quanto esposto sopra, e deliberando in via equitativa come richiede l'articolo 41 della Convenzione, la Corte accorda all'interessato la somma di 4.000 EUR.

B. Spese

68. Il ricorrente chiede anche la somma di 21.886,80 EUR per le spese sostenute dinanzi ai giudici nazionali e per quelle sostenute dinanzi alla Corte.

69. Il Governo non ha presentato osservazioni a questo proposito.

70. Secondo la giurisprudenza della Corte, un ricorrente può ottenere il rimborso delle spese sostenute soltanto nella misura in cui ne siano accertate la realtà e la necessità, e il loro importo sia ragionevole. Nella fattispecie, tenuto conto dei documenti di cui dispone e della sua giurisprudenza, la Corte ritiene ragionevole accordare al ricorrente, per tutte le spese, la somma di 7.000 EUR.

C. Interessi moratori

71. La Corte ritiene appropriato basare il tasso degli interessi moratori sul tasso d'interesse delle operazioni di rifinanziamento marginale della Banca centrale europea maggiorato di tre punti percentuali.

PER QUESTI MOTIVI, LA CORTE, ALL'UNANIMITÀ,

1. *Unisce* al merito le eccezioni di mancato esaurimento delle vie di ricorso interne sollevate dal Governo e le respinge;
2. *Dichiara* il ricorso ricevibile;
3. *Dichiara* che vi è stata violazione dell'articolo 5 § 4 della Convenzione;
4. *Dichiara*,
 - a. che lo Stato convenuto deve versare al ricorrente, entro tre mesi a decorrere dalla data in cui la sentenza sarà divenuta definitiva conformemente all'articolo 44 § 2 della Convenzione, le seguenti somme:

- i. 4.000 EUR (quattromila euro), più l'importo eventualmente dovuto a titolo di imposta, per danno morale;
 - ii. 7.000 EUR (settemila euro), più l'importo eventualmente dovuto a titolo di imposta dal ricorrente, per le spese;
 - b. che, a decorrere dalla scadenza di detto termine e fino al versamento, tale importo dovrà essere maggiorato di un interesse semplice ad un tasso equivalente a quello delle operazioni di rifinanziamento marginale della Banca centrale europea applicabile durante quel periodo, aumentato di tre punti percentuali;
5. *Respinge* la domanda di equa soddisfazione per il resto.

Fatta in francese, poi comunicata per iscritto il 5 settembre 2019, in applicazione dell'articolo 77 §§ 2 e 3 del regolamento della Corte.

Ksenija Turković
Presidente

Abel Campos
Cancelliere